Jugement prononcé le : [REDACTED] 09/2023

Chambre Correctionnelle

N° minute : [REDACTED]

N° parquet : [REDACTED]

Plaidé le [REDACTED] /2023

Délibéré [REDACTED] 09/2023

Extrait des minutes du procès-
Tribunal Judiciaire

JUGEMENT CORRECTIONNEL

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel de [REDACTED]
DEUX MILLE VINGT-TROIS,

composé de Madame [REDACTED] vice-président, présidente du tribunal correctionnel désignée conformément aux dispositions de l'article 398 alinéa 3 du code de procédure pénale.

Assistée de Monsieur [REDACTED]

en présence de [REDACTED] et de Madame L.E-
[REDACTED] auditrice de justice,

a été appelée l'affaire

ENTRE :

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et poursuivant

ET

Prévenu

Situation pénale : libre

comparant assisté de Maître JOSSEAUME Rémy avocat au barreau de Paris,

Prévenu des chefs de :

* La violation du droit à l'analyse de contrôle

il résulte des dispositions de l'article R 235-6 du code de la route que suite à ce prélèvement l'OPJ ou l'APJ demande au conducteur s'il souhaite se réserver la possibilité de demander l'examen technique ou l'expertise prévu par l'article R 235-11 ou la recherche de l'usage de médicaments psychoactifs prévus au même article ;

[REDACTED] fait valoir que cette demande lui a été présentée avant le prélèvement puisque il a été dépisté le 14 novembre 2022 à 16h30, que le prélèvement a été effectué le 4 novembre 2022 à 16 h 40 et que son droit à analyse de contrôle a été porté à sa connaissance le 4 novembre 2022 à 16h35 ;

il résulte de la lecture de la procédure pénale et notamment de la fiche de suivi des prélèvements salivaires que ce prélèvement a bien été effectué à 16h40, et si le procès verbal 4 (PV d'investigations reprenant la chronologie des investigations réalisées note en son quatrième paragraphe que c'est après l'étiquetage du prélèvement et de l'enveloppe de conditionnement que la personne est informée par l'APJ sous le contrôle de l'OPJ de la possibilité de demander un examen technique ou une expertise ou de demander la recherche de l'usage de médicaments psychoactifs, et indique ne pas le souhaiter, le PV étant alors clos à 16 h 50 soit postérieurement au prélèvement, le formulaire d'information dans lequel [REDACTED] indique renoncer à ces demandes est quant à lui horodaté à 16 h 35 soit antérieurement au prélèvement ;

dans ces conditions, la renonciation à une contre expertise étant intervenue avant la réalisation du prélèvement, il a été fait renoncer Monsieur [REDACTED] à un droit avant qu'il n'ait été mis en possibilité de l'exercer (soit après les formalités de prélèvement) ce qui l'a privé de tout droit de contestation utile et caractérise l'existence d'un grief et il sera dès lors fait droit à l'exception de nullité soulevée sur ce deuxième moyen et Monsieur [REDACTED] sera dès lors renvoyé des chefs de prévention délictuelle

SUR L'EXCEPTION DE NULLITE :

Fait droit à l'exception de nullité en ce qui concerne la violation du droit à l'analyse de contrôle ;

Relaxe [REDACTED] pour les faits de CONDUITE D'UN VEHICULE EN AYANT FAIT USAGE DE SUBSTANCES OU PLANTES CLASSEES COMME STUPEFIANTS EN RECIDIVE - 23761 - commis le [REDACTED] 2022 à 16h10 à LA [REDACTED] et vu les articles 132-8 à 132-19 du code pénal ;